

SOMMAIRE De Nota Bene

Avant propos

De la MGIEN au
discours d'Avignon P 1-2

Supplément n° 1 à BAC n° 31

Directrice de la Publication
Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175
N° ISSN : en instance

CONCEPTION &
REALISATION

au siège
5, rue Clisson 75013 PARIS

Avant propos

Nota Bene est la nouvelle publication du SNCA e.i.L. Convergence, destinée à paraître sans périodicité imposée, entre les publications trimestrielles de **BAC** et en supplément de celui-ci. Son objectif est double : en un recto-verso, donner un point de vue sur un sujet précis ou être, le cas échéant, l'expression d'une section locale, de l'établissement à l'académie. Son principe en a été adopté il y a déjà longtemps et sa maquette élaborée il y a plus d'un an. Mais les circonstances ont fait que jusqu'à ce jour, **Nota Bene** n'avait jamais paru.

Désormais, vous avez entre les mains son premier numéro ... Il y en aura d'autres !

De la MGIEN au discours d'AVIGNON

Le SNCA e.i.L Convergence n'a pas pour habitude de tomber dans le fait divers. Cependant, au-delà de cette chose minuscule et ridicule qu'est la dotation, consentie par le Recteur de Créteil à certaines classes de lycée professionnel (LP), d'un viatique de 10000 € destiné à lutter contre l'absentéisme, il ne peut éviter de rappeler à ce recteur qu'en 2004, son prédécesseur a été bien mal inspiré de se priver de la Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale (MGIEN). Cette structure est en effet la mieux appropriée pour remédier, à l'amont et à l'aval, au décrochage dont le Président a fait abondamment état dans son discours d'AVIGNON, le 29 septembre dernier.

D'ailleurs, ce premier numéro de *Nota Bene* a pour objet d'aborder un aspect du discours présidentiel lié aux « décrocheurs » : il s'agit de son projet de créer dès la prochaine rentrée une « plateforme régionale d'orientation ».

Ce projet ne serait-il pas plutôt l'extension de ce qui existe déjà ? En effet, sous le nom de « plateforme d'accueil », cet outil de lutte contre l'échec scolaire a été créé, il y a quelques années, dans son académie par le Recteur de VERSAILLES. Sa mise en œuvre en a été confiée aux personnels de la MGIEN de l'académie.

Il se trouve que l'intersyndicale, dont le SNCA e.i.L. Convergence n'est pas le moindre partenaire, qui travaille avec le rectorat pour assurer la transparence du fonctionnement de cette structure et la défense des intérêts de ses professeurs-coordonateurs, a applaudi à cette initiative, même si elle s'est fortement, et avec succès, opposée à des dispositifs bureaucratiques qui devaient en diminuer l'efficience.

Dans la plus grande académie de France, cette plateforme d'accueil, dont par l'intermédiaire du rectorat et de sa MGIEN, l'Education Nationale assure le pilotage (sur ce pilotage, SARKOZY n'a rien dit), recense chaque année les jeunes de 16 ans et plus qui sont sortis du système scolaire sans aucune qualification, ce qui est contraire à la loi ; puis, avec tous les acteurs économiques et sociaux de cette partie de l'Ile-de-France, en accord avec ces jeunes et leurs familles, elle trouve une solution de réinsertion dans et par une formation.

Le candidat SARKOZY avait déjà parlé de ces « décrocheurs » et, dans sa campagne, avait avancé le chiffre de 150000 jeunes de plus de 16 ans, non diplômés et sans moyens de réinsertion. A l'époque, le chiffre était en dessous de la réalité. A AVIGNON, il a fait état de 100000 jeunes de 16 à 18 ans sans solution d'insertion scolaire, professionnelle, sociale ... En fait, le nombre de toutes les jeunes filles et de tous les jeunes gens laissés pour compte avoisine les 200000.

La crise, réalité ou prétexte, explique ce gonflement. En effet beaucoup d'entreprises se dérobent devant la prise en charge d'apprentis dans une période de vaches maigres. D'autre part, la disparition de fait du BEP, la compensation de cette disparition insuffisamment assurée, quantitativement et qualitativement, par la création de CAP, et la préparation, dès la première année des lycées professionnels du bac pro 3 ans, ont refoulé, cette année, hors les murs de ces établissements, environ 50000 jeunes à leur sortie de 3ème.

Bien évidemment, la MGIEN ne peut dans l'état actuel de ses moyens offrir toutes les actions de réinsertion nécessaires à ces jeunes en situation d'échec scolaire total et de relégation sociale non moins complète et lamentable. D'autant que malgré l'obligation d'instaurer les structures de la MGIEN dans toutes les académies, un certain nombre d'entre elles – dont celle de CRETEIL - s'est dérobé à cette obligation. N'est pas le Recteur BOISSINOT qui veut ...

Le SNCA e.i.L. Convergence, qui a relevé beaucoup des mandats historiques du SNETAA que celui-ci a reniés, ne considère pas que, dans l'état actuel des choses, le système éducatif public puisse se priver d'un outil aussi innovant et performant que l'est la MGIEN, quand elle est bien conduite par l'Institution et que ses personnels n'y sont pas considérés seulement comme des supplétifs (ce qui demande, certes, de la part de ces collègues et des organisations syndicales vers lesquelles ils se tournent beaucoup de vigilance). C'est pourquoi il défend, chaque fois qu'il est sollicité, sur le terrain et dans les cabinets ministériels, la MGIEN, ses personnels et les jeunes qui en relèvent. De même qu'en 2004 son intervention auprès de Jean-Pierre RAFFARIN, Premier Ministre, dont le ministre de l'Education Nationale était François FILLON, avait permis le dégel des crédits d'Etat destinés à la MGIEN alors même que ceux du Fonds Social Européen lui faisaient défaut, de même, dans la foulée du projet présidentiel présenté à AVIGNON, avec quelques autres destinés à la formation de toute la jeunesse française, le SNCA e.i.L. Convergence ne se fera pas faute de défendre la MGIEN ni d'en promouvoir les capacités à répondre au défi de la relégation scolaire, professionnelle et partant sociale.

Bien entendu, cette défense et cette exigence de reconnaissance de la MGIEN et des personnels qui la font vivre ne seront pas dissociées des valeurs nécessaires à toutes les formes que prend, pour satisfaire à sa vocation et à sa mission, l'Ecole de la République.

Françoise ROCHE
Secrétaire générale

Samuel PANOUILLOT
Secrétaire national et
Secrétaire académique
de VERSAILLES